

**MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT
A LA NATION

**A l'occasion de la fin d'année 2023
et du Nouvel An 2024.**

Yaoundé, le 31 décembre 2023

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Au cours de l'année qui s'achève, notre pays a été confronté à de nombreux défis.

Certains d'entre eux procèdent d'un contexte international de plus en plus difficile. D'autres relèvent de contraintes purement internes, anciennes pour la plupart.

Je voudrais d'entrée de jeu vous assurer, que malgré cette conjoncture difficile, nous avons continué à faire face. Ensemble. Comme la Nation unie et soudée que nous avons toujours été. Les yeux rivés vers un objectif. Le seul qui importe : Le progrès.

Comme par le passé, la conjoncture internationale a pesé de manière notable sur notre situation interne.

La persistance de la guerre dans l'Est de l'Europe a continué de perturber les circuits d'approvisionnement du marché mondial des produits de grande consommation.

Les prix des denrées alimentaires et les cours des ressources énergétiques n'ont dès lors pas cessé d'augmenter, en même temps que se durcissaient les conditions d'accès aux financements extérieurs.

La résurgence, en octobre dernier, du conflit israélo-palestinien, a exacerbé les clivages au sein de la communauté internationale et accapare désormais son attention.

Cette situation, comme il fallait s'y attendre, a eu des répercussions négatives sur notre pays. Elle a entraîné une augmentation généralisée des prix des produits de grande consommation et, par conséquent, du coût de la vie. Elle a également généré des pénuries diverses, y compris en ce qui concerne les produits pétroliers.

Mes chers compatriotes,

Les difficultés que je viens d'évoquer n'ont en rien entamé ma détermination à œuvrer au bien-être des populations, qui m'ont fait et continuent de me faire massivement confiance. Loin s'en faut.

Malgré le contexte défavorable, le Gouvernement a, sous mon autorité, poursuivi son action avec une détermination accrue.

Les efforts méritoires, engagés après la pandémie du Covid-19, en vue de la reprise économique, ont produit des résultats appréciables. La résilience de notre économie s'est confirmée.

A preuve, notre taux de croissance a continué de progresser et est estimé à 3,9% en 2023, grâce notamment aux performances du secteur non pétrolier.

Les mesures de soutien à la consommation, mises en œuvre par le Gouvernement, ont permis de maîtriser l'inflation et de la stabiliser à environ 6,7%.

L'exécution de multiples projets s'est poursuivie ou a été lancée dans différents domaines, afin de répondre aux aspirations des populations et d'améliorer leur bien-être.

Je voudrais m'attarder quelque peu sur les secteurs les plus sensibles.

Le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga est quasiment achevé. Sa mise en service prochaine, permettra de résorber substantiellement le déficit en eau potable de la ville de Yaoundé.

Les études relatives au projet d'adduction d'eau potable à Douala et ses environs sont bien avancées. A terme, cette ville bénéficiera de 400 mille mètres cubes d'eau supplémentaires par jour.

Par ailleurs, le Gouvernement a engagé la remise à niveau des stations de production d'eau potable dans plusieurs villes secondaires, à l'instar de Dschang, Yabassi, Garoua-Boulai, etc.

Les efforts nécessaires continueront d'être faits pour réhabiliter et étendre les réseaux de distribution de cette précieuse ressource, à l'intérieur de nos villes et villages, afin de la rendre plus accessible aux ménages.

Des avancées considérables ont également été enregistrées dans le secteur de l'électricité, en vue de résorber le déficit énergétique de notre pays.

Environ 44 mille panneaux solaires, couvrant 40% des besoins en électricité dans nos trois Régions septentrionales, ont été installés.

Le barrage de Nachtigal, d'une capacité de 420 mégawatts, sera mis en service dans quelques jours.

L'usine de pied du barrage hydroélectrique de Lom Pangar sera également opérationnelle en 2024. Elle permettra d'accroître l'offre énergétique dans la ville de Bertoua et ses environs.

Plusieurs autres projets d'ouvrages hydroélectriques sont également envisagés ou en train d'être lancés. Il s'agit notamment des barrages de Kikot, de Minkouma, de Grand Eweng et de Bini à Warak.

A terme, la capacité installée de tous ces ouvrages va assurer à notre pays, l'autosuffisance en matière d'énergie électrique. Elle nous fera, en plus, accéder au statut envié de pays exportateur d'électricité.

Mes chers compatriotes,

Je sais à quel point les coupures récurrentes d'eau et d'électricité impactent votre quotidien et perturbent vos activités.

Je puis vous assurer que le Gouvernement ne ménage aucun effort pour améliorer la situation dans ces secteurs névralgiques.

J'ai prescrit à mes Services de veiller, auprès des administrations concernées, à la célérité tant des procédures administratives, que de la recherche des financements y afférents.

Les mêmes instructions ont été données, s'agissant de la nécessaire amélioration de la situation de nos infrastructures routières.

Cette problématique, vous devez le savoir, est au centre de mes préoccupations. Les défis en la matière sont nombreux. L'insuffisance des ressources financières en étant l'un des plus aigus.

Il me plaît toutefois de constater que, dans ce secteur également, nous progressons inexorablement.

Je me réjouis ainsi de ce qu'au cours de l'année qui s'achève, plus de 700 kilomètres de routes ont été bitumées ou réhabilitées, sur toute l'étendue du territoire national. De nombreux ouvrages d'art ont également été construits à cette occasion.

Les travaux de construction de la boucle de la Lékié, ainsi que des routes Kumba-Ekondo Titi et Babadjou-Bamenda, ont démarré et vont se poursuivre à un bon rythme.

S'agissant de la route Ebolowa-Kribi, les négociations avec les bailleurs de fonds, qui ont longtemps achoppé sur les questions environnementales, sont finalement en train d'aboutir. Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour que la construction de cette route, tant attendue par les populations concernées, démarre effectivement en 2024.

J'ai récemment donné des instructions en vue de la réhabilitation de la route Ngaoundéré-Garoua. Les négociations se poursuivent également avec nos partenaires financiers, en vue de l'achèvement des travaux de construction de la route Mora-Dabanga-Kousséri et de la réhabilitation des routes Edéa-Kribi et Douala-Bafoussam.

La réfection des voiries urbaines se poursuit dans les villes de Maroua et de Ngaoundéré. Le programme y afférent va s'étendre à d'autres capitales régionales.

Les projets autoroutiers ne seront pas en reste au cours de l'année qui s'annonce, avec notamment le démarrage de la construction de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen et celui de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala.

En outre, face à la dégradation de la situation en la matière, j'ai prescrit au Gouvernement de trouver en urgence, une solution pérenne au problème du ramassage des ordures ménagères dans nos villes, en collaboration avec les Communes et les Communautés Urbaines.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Au cours des dernières semaines vous avez été confrontés à une pénurie de produits pétroliers qui vous a causé de nombreux désagréments. Pour faire face à cette situation, j'ai prescrit au Gouvernement des mesures urgentes permettant d'assurer l'approvisionnement continu du marché.

Les difficultés du secteur sont toutefois plus larges et plus complexes.

Vous devez savoir que dans le but de maintenir les prix à la pompe à leur niveau actuel, qui est largement inférieur à celui pratiqué dans les pays voisins, l'Etat doit, au prix d'importants efforts financiers, fortement subventionner les importations de produits pétroliers.

Le poids de ces subventions pèse lourdement sur notre budget et rétrécit considérablement les ressources, dont nous avons le plus grand besoin, pour apporter des réponses aux autres problèmes auxquels nos populations sont confrontées.

L'année dernière, le Gouvernement a été amené à procéder à un léger relèvement des prix des carburants à la pompe.

Grâce à cette mesure, la subvention des produits pétroliers, qui était de plus de 1000 milliards de Francs CFA en 2022, a été réduite à environ 640 milliards de Francs CFA en 2023.

Cependant, cette subvention continue de peser significativement sur le Trésor Public.

Nous n'aurons très certainement pas d'autre choix, que de la réduire de nouveau. Nous veillerons néanmoins à ce que les ajustements nécessaires n'impactent pas substantiellement le pouvoir d'achat des ménages.

A terme, la réhabilitation de la SONARA, dont j'ai prescrit l'accélération, devrait contribuer à améliorer la situation dans le secteur.

Mes Chers compatriotes,

Il est loisible de constater que malgré la bonne volonté des pouvoirs publics, la mise en œuvre des différents projets devant permettre de répondre aux aspirations de nos populations se heurte à une contrainte majeure. Celle de l'insuffisance des ressources financières nécessaires.

C'est la raison pour laquelle je n'ai cessé de prescrire au Gouvernement la rationalisation des dépenses publiques, de même que la recherche des voies et moyens supplémentaires d'accroître les ressources publiques.

S'agissant de la réduction des dépenses publiques, j'ai fermement réitéré au Gouvernement mes instructions antérieures visant à réduire les dépenses de fonctionnement.

La lutte contre la corruption et les détournements de deniers publics est, très clairement, un impératif pour la préservation des ressources publiques. Elle va connaître une intensification notable au cours de l'année qui s'annonce.

Le plan triennal intégré d'import-substitution pour la période 2024-2026, que j'ai prescrit au Gouvernement, participe également de mon souci de permettre à notre pays d'économiser de précieuses ressources.

Ce plan, en renforçant notre souveraineté alimentaire, devrait réduire l'impact négatif des importations sur notre balance commerciale. Le déficit y afférent est évalué à un peu plus de 1500 milliards de francs CFA par an.

S'agissant de l'accroissement des ressources publiques, il est nécessaire d'explorer de nouvelles pistes, face aux contraintes inhérentes à l'élargissement de l'assiette fiscale et à la baisse drastique des recettes pétrolières.

La mine solide, en particulier l'or, nous semble constituer à cet égard, une niche exceptionnelle de ressources financières.

Notre pays dispose en effet d'importantes réserves minières non exploitées que nous devons valoriser.

Je me réjouis du démarrage des projets miniers que j'ai annoncés l'année dernière, concernant l'exploitation des gisements de fer de Kribi-Lobé, Bipindi-Grand Zambé et Mbalam-Nabeba.

L'amélioration du climat des affaires est, à l'évidence, une condition essentielle à l'attraction des investissements étrangers, ainsi qu'à la création d'un secteur privé vigoureux, susceptible, grâce à une création dynamique d'emplois et de richesses, de faciliter notre accession à l'émergence.

La confiance dans le système judiciaire participe inévitablement de la perception du climat des affaires. La justice est, comme vous le savez, l'un des piliers de l'Etat de droit.

Il est donc impératif qu'elle agisse en toute impartialité et soit imperméable aux interférences de toute nature. Je voudrais vous assurer, qu'en tant que garant de son indépendance, je continuerai à prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Mes chers compatriotes,

Permettez-moi à présent de dire quelques mots sur le secteur de l'éducation nationale. Malgré les efforts du Gouvernement, la sérénité n'y est en effet pas complètement revenue.

Pourtant, des efforts méritoires ont, de l'avis même des concernés, été consentis par le Gouvernement à cet égard.

En dehors des nombreuses mesures de divers ordres qui ont été prises par les administrations concernées, plus de 72 milliards de francs CFA ont été débloqués en 2023 pour prendre en charge les dépenses y afférentes.

Une provision complémentaire de 102 milliards de francs CFA a également été constituée dans le budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2024, afin d'apurer les dépenses résiduelles.

Il sera dès lors difficilement admissible que l'éducation de nos enfants continue d'être prise en otage par une frange d'enseignants, dont les motivations réelles semblent s'écarter des objectifs affichés.

Je voudrais être clair à cet égard. Autant je suis soucieux de voir les enseignants bénéficier des conditions appropriées pour l'exercice de leur noble métier, autant je suis intransigeant pour le respect du droit à l'éducation de notre jeunesse. Des mesures fermes vont à cet égard être prises pour veiller à ce que nos enfants ne se retrouvent pas victimes d'une éducation au rabais.

Un dialogue constructif se poursuivra par ailleurs avec les syndicats reconnus, pour progresser sereinement vers la prise en compte des aspirations et des préoccupations des enseignants.

Mes chers compatriotes,

Au plan sécuritaire, de nombreux accidents de la route ont continué d'endeuiller nos familles et de priver notre pays de ressources humaines précieuses.

Je voudrais le dire clairement, cela n'est pas acceptable ! J'en appelle une fois de plus au sens des responsabilités des conducteurs et des propriétaires des agences de voyage. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la sécurité des passagers et des autres usagers de la route.

Le Gouvernement pour sa part va renforcer ses efforts en ce qui concerne l'amélioration de l'état du réseau routier, mais aussi pour ce qui est de l'application vigoureuse des nécessaires mesures de prévention et de répression.

Mes chers compatriotes,

Grâce à la collaboration active des populations avec nos forces de défense et de sécurité, la situation dans les Régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord s'est significativement améliorée.

Elle permet désormais la mise en œuvre sereine des plans de reconstruction et de développement desdites régions.

Les exactions criminelles des terroristes n'ont cependant pas totalement disparu. Les populations civiles en sont malheureusement les principales victimes.

La ville de Mamfé a ainsi été, le 06 novembre 2023, le théâtre du massacre barbare d'une vingtaine de civils en pleine nuit.

Je condamne, avec la dernière énergie, de telles atrocités qui défient la raison et qu'aucune cause ne saurait justifier.

J'encourage nos concitoyens des régions en proie au terrorisme à continuer de collaborer avec les forces de défense et de sécurité, dont je salue la bravoure et le professionnalisme.

Je réitère à l'endroit des groupes armés mon appel à déposer les armes et à rejoindre les centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Je note avec satisfaction, qu'un nombre croissant de ces combattants, a effectivement répondu à cet appel ces dernières semaines.

Quant à ceux qui persistent dans la voie criminelle, qu'il s'agisse du terrorisme ou du grand banditisme, le sort qui les attend n'est pas enviable. Ils doivent savoir que notre volonté inébranlable d'assurer la sécurité de nos concitoyens ne faiblira pas.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Dans quelques semaines, nos Chers Lions Indomptables participeront à la 34^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football, qui se déroulera en Côte d'Ivoire. Je voudrais, en votre nom à tous, leur prodiguer tous nos encouragements et leur demander de défendre, comme par le passé, le drapeau de leur pays avec bravoure et honneur.

Je vous souhaite, à toutes et à tous, une bonne et heureuse année 2024.

Vive la République !

Vive le Cameroun !